Numéros du registre des
d'ordre. pétitions.

M. Cogels, 2^e Rapporteur.

2. 509. Les sieurs Cordemans et consorts, membres de l'Union Syndicale des Cafetiers, Hôteliers et Restaurateurs de l'agglomération bruxelloise, exposent que la loi du 18 juin 1887, établissant un droit d'entrée sur les bestiaux et viandes abattues, n'a eu aucun effet salubre sur l'agriculture et qu'elle constitue au contraire une entrave complète au commerce des viandes.
- En vue de concilier tous les intérêts en cause, les pétitionnaires demandent que cette loi soit amendée par l'addition à l'article 1^{er} de la disposition suivante :
- « Toutefois les morceaux de choix de l'espèce bovine — filets et aloyaux — pourront être admis à l'importation à l'état de pièces isolées, à la condition d'être revêtus d'une estampille officielle, apposée au moment de l'abatage et attestant l'état de parfaite salubrité de l'animal dont ils proviennent. »

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, et à M. le Ministre des Finances.

3. 517. Les sieurs Vrithoff et Salmon, respectivement président et vice-président d'un meeting tenu par des bouchers-charcutiers et marchands de bestiaux de la province de Namur, font part que cette assemblée a protesté contre le projet de loi qui aurait pour objet de faire disparaître la clause de non-garantie en matière de visite ou d'échange d'animaux destinés à la consommation et a préconisé certaines mesures qu'elle juge de nature à favoriser en même temps l'agriculture, la santé publique et le commerce du bétail.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

M. Van Ockerhout, 3^e Rapporteur.

4. 512. Des instituteurs communaux et adoptés du cercle de Hasselt préconisent diverses mesures tendant à améliorer leur position.

Numéros du registre d'ordre. Numéros du registre des pétitions.

Bertrix-Florenville vers la frontière française à Messempré.

Même demande de chefs de famille de Sainte-Cécile.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics et à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

M. Hardenpont, 5^e Rapporteur.

8. 480. L'Administration communale de La Bouverie renouvelle ses vœux en faveur du suffrage universel pur et simple et de l'instruction obligatoire.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, en ce qui concerne la seconde partie de la demande.

9. 485. Les sieurs t'Serstevens et Bernard, respectivement président et secrétaire du Comité de patronage des habitations ouvrières et des institutions de prévoyance de l'arrondissement de Thuin, proposent des modifications à apporter aux art. 10 et 14 de la loi du 9 août 1889, afin de mettre un terme aux inégalités que consacrent les dispositions qui ne tiennent aucun compte de la grande différence de valeur et de qualité existant entre les propriétés et les terrains dans les différentes parties du pays.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

M. le Comte Émile d'Oultremont, 6^e Rapporteur.

10. 518. Par pétition datée de Rochefort, le sieur Joseph Plokain, ex-sous-officier du 11^e de ligne, pensionné pro-

Numéros
d'ordre.

Numéros
du registre des
pétitions.

visoirement depuis 1882, se plaint de l'insuffisance de sa pension et demande le règlement définitif du montant de celle-ci.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de la Guerre, avec demande d'explications.

M. le Comte **della Faille de Leverghem**, 7^e Rapporteur.

11. 496. Les sieurs F. Peeters et A. Henderickx, respectivement président et secrétaire du « Grievencomiteit » à Anvers, font valoir que, bien que les Chambres législatives n'ont pas cru devoir modifier l'art. 23 de la Constitution, il est cependant nécessaire qu'une loi détermine la portée de cet article. A cet effet, ils présentent un projet de loi interprétative et, comme première application du principe proclamé dans ce projet, ils prient le Sénat d'ordonner la publication de ce document en français et en flamand.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

12. 497. Les sieurs Houben et consorts, membres du bureau du comité agricole de Neufchâteau, exposent les charges qui pèsent sur la population agricole et préconisent diverses mesures en vue de mettre fin à cet état de choses si préjudiciable au cultivateur.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

13. 515. Des membres du comice agricole du canton de Jodoigne, dans le but de venir en aide à l'agriculture tout en sauvegardant les intérêts de la classe ouvrière, proposent de :

I. Réduire l'impôt foncier proportionnellement à la valeur locative des terres;

II. Faire donner par l'instituteur, dans toutes les

(6)

Numéros d'ordre. Numéros du registre des pétitions.

écoles communales, un cours d'agriculture et annexer à chaque école un champ d'expérience ;

III. Imposer les grains étrangers à l'instar de la France et de l'Allemagne et verser le produit de ces droits d'entrée dans les caisses des bureaux de bienfaisance de toutes les communes du pays.

CONCLUSIONS DU RAPPORT :

Renvoi à M. le Ministre des Finances, à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique et à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.

Le Président,
Baron P. BETHUNE.